



BIOGRAPHIE

GUY JACOB

**Union canadienne des employés des transports
Président national - 1972-1978**

Élu président de l'UCET lors du Congrès de 1972, Guy Jacob le fut à nouveau en 1975 et en 1978. Avant la fondation de l'Union en 1966, Guy jouait déjà un rôle actif au sein du mouvement syndical. Il a été membre de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité pendant 10 ans avant de commencer à travailler à l'aéroport de Dorval. Il a été délégué au premier congrès de l'Élément en 1966, puis de 1966 à 1972, président de la section locale de l'aéroport de Dorval.

Six mois après le début de son troisième mandat, Jacob s'est porté candidat au poste de troisième vice-président lors du Congrès de l'AFPC de 1979. Quelques jours avant son élection, le quotidien Ottawa Citizen le désignait comme 'patron chevronné de l'UCET' et grand favori parmi plusieurs prétendants au remplacement du titulaire. Le confrère Jacob a toujours été fier de son syndicat. « Ce n'était pas un syndicat radical », affirmait-il, « mais un syndicat militant - et un syndicat poussant le gouvernement à y réfléchir à deux fois avant de le défier. »

Au moment où l'AFPC organisa son congrès de 1982, le Canada était confronté à une grave récession, quelque 426 000 Canadiens et Canadiennes ayant perdu leur emploi à la suite de mises à pied dans les industries du secteur public. Le gouvernement fédéral cherchait à imposer un programme de restriction salariale dans le secteur public comme moyen de freiner l'inflation. C'est dans ce climat politique que les délégué(e)s élurent plusieurs nouveaux dirigeants syndicaux « plus jeunes mais aussi plus radicaux ». Parmi eux, le président de l'AFPC, Pierre Samson, qui voulait que l'AFPC devienne « un syndicat plus militant, plus progressiste, pour défendre les droits des fonctionnaires ». Il a été l'un des deux seuls hauts dirigeants qui réussirent à se faire réélire cette année-là. Après le congrès, l'équipe éditoriale du Calgary Herald estima que la nouvelle direction 'radicale' de l'AFPC avait 'des retombées assez inquiétantes pour la paix sociale dans le secteur public fédéral'.

'Le militantisme de la part de la fonction publique fédérale serait totalement déplacé dans le contexte économique actuel. Il est peu probable que le public, qui deviendra l'inévitable bouc émissaire, accepte une telle attitude de la part des fonctionnaires.'



Guy Jacob ne manqua pas de répliquer aussitôt dans une lettre cinglante adressée au rédacteur en chef, qualifiant de 'journalisme à sensation' le portrait qu'il dresse de la direction de l'AFPC et de ses perspectives de paix sociale. Le frère Jacob n'y mâchait pas ses mots : « Mon objectif est de promouvoir une image plus agressive pour notre syndicat. »

« Nous espérons que l'avenir des relations de travail dans la fonction publique fédérale sera fondé sur le respect et la compréhension mutuels », y écrit-il. « Nous croyons sincèrement qu'une telle atmosphère peut être favorisée à condition que le gouvernement fédéral soit prêt à entamer des négociations de manière professionnelle et que la politique du bouc émissaire économique ne figure pas à la table de négociation.

« Nous sommes d'avis que les fonctionnaires sont tous et toutes des hommes et des femmes honnêtes, décent(e)s et assidu(e)s qui paient leur pleine part d'impôts et ne devraient pas être forcé(e)s de subventionner le gouvernement du Canada par des bas salaires ou des conditions de travail inférieures aux normes. »

Si c'était une position militante à adopter, ajouta M. Jacob, alors peut-être que les fonctionnaires étaient les véritables boucs émissaires. Dirigeant syndical féroce et imperturbable, le confrère Guy Jacob prit sa retraite en 1985 et ne cessa de défendre les fonctionnaires dans le cadre de l'Association nationale des retraités fédéraux. Il est décédé le 28 mars 2019 à l'âge de 91 ans.

